

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13  
FAX (1) 43.31.19.83  
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1700 - 9 juillet 1992 - 2,50 F

### D 1700 COLOMBIE: AJOURNEMENT DES NÉGOCIATIONS GUERILLA/GOUVERNEMENT

Jusqu'à présent, quatre mouvements de guérilla ont signé des accords de paix avec le gouvernement (cf. DIAL D 1662). Restent les deux mouvements importants de l'Armée de libération nationale (ELN) et des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) représentés dans ce qui reste de la "Coordination de guérillas Simón Bolívar" de septembre 1987 (cf. DIAL D 1256). Au terme du quatrième tour de négociations entre le gouvernement et la "coordination" à Tlaxcala, Mexique, les deux parties émettaient le 4 mai 1992 un communiqué annonçant l'ajournement des pourparlers jusqu'au 31 octobre prochain.

Les pourparlers entre les deux parties avaient officiellement commencé en octobre 1990 avec l'acceptation par la guérilla du plan de paix du président Gaviria. Mais les premières négociations réelles n'ont vraiment commencé qu'à Caracas en juin 1991, pour reprendre en septembre puis en octobre; enfin à Tlaxcala (Mexique) en mai 1992.

Pendant tout ce temps, de violents combats n'ont cessé d'opposer les guérilleros et l'armée avec plus d'une centaine de morts depuis le début de 1992.

Note DIAL

### LA SUSPENSION DES NÉGOCIATIONS DE PAIX

Alors que le feu croisé continue en Colombie et après une semaine de discussions serrées entre le gouvernement et les porte-parole de la coordination de la guérilla à Tlaxcala, Mexique, les négociations ont été suspendues jusqu'au 31 octobre.

Ce sont les points de vue contradictoires sur le calendrier arrêté en mars dernier qui sont à l'origine de la suspension. Le gouvernement a voulu imposer un nouvel ordre du jour commençant par l'affaire de la séquestration par l'Armée populaire de libération d'Argelino Durán Quintero et de sa mort en détention, et laissant de côté la question des droits de l'homme. La coordination, pour sa part, a insisté sur le respect du programme arrêté et sur la discussion des points prévus, en estimant que toute modification créerait "un fâcheux précédent pour la crédibilité des différents accords à passer et pour la confiance de l'opinion publique".

En dépit des divergences exprimées dans la déclaration conjointe du 4 mai à Tlaxcala, les parties ont convenu de suspendre temporairement les discussions et de les reprendre au plus tard dans six mois, tout en maintenant la communication directe entre les porte-parole.

L'accord convenu est un recul par rapport à ce qui avait été obtenu en mars. Il n'y a plus pour l'heure le moindre consensus sur les questions à aborder ni sur l'ordre du jour, ce qui donne une idée des difficultés de la discussion, voire de ses possibilités de continuation, compte tenu du climat de guerre régnant actuellement.

D 1700-1/2

D'après le conseiller aux affaires de paix Horacio Serpa Uribe, les résultats de la rencontre de Tlaxcala sont nuls et frustrants tant pour la guérilla que pour le pays. Aussi, explique-t-il, "il faut parler avec les partis politiques, les syndicats, les maires, les paysans et les chefs d'entreprise pour connaître leur opinion, lancer tous ensemble une croisade contre la violence et amener ainsi la coordination de la guérilla à prendre enfin la décision politique de déposer les armes". Dans le même sens, le président du Sénat, Carlos Espinoza Faccio Lince, continue d'apporter son soutien aux dialogues régionaux qui ont toujours été désavoués par le gouvernement central; il a également affirmé que c'est le Congrès qui devrait être le lieu des discussions et des négociations de paix.

Ces points de vue sur le dialogue ne coïncident pas avec les affirmations du président César Gaviria, lequel a déclaré au journal *El Tiempo*: "Ce qui explique la suspension des négociations du Mexique c'est le fait que le pays n'a pas d'autre solution que d'investir dans une sécurité accrue. (...) Si nous parvenons à faire en milieu d'année la réforme fiscale prévue, nous aurons alors la possibilité d'investir beaucoup plus dans la sécurité, avec la création de nouvelles brigades mobiles. (...) La bataille contre la guérilla il faut parfois la mener malheureusement sur un terrain inégal. La défense des droits de l'homme et des principes démocratiques doit, à un moment donné, devenir une barrière pour la lutte subversive."

La coordination de la guérilla a souligné pour sa part que "la suspension des négociations n'est pas synonyme de relance de la guerre; elle est l'occasion d'impliquer la population dans les discussions de paix. C'est le pays tout entier qui doit participer à la recherche d'une solution politique, en brandissant l'étendard de la paix, du dialogue par régions, de la souveraineté nationale, de la démocratie et du bien-être".

Pour les observateurs, l'épisode est considéré comme un revers pour le gouvernement, alors que celui-ci était sorti des discussions antérieures avec l'aurore d'un triomphe absolu, grâce à la crise des pays de l'Est et à l'image revigorée du président de la République. La politique néo-libérale, le maccarthysme face aux manifestations sociales, la corruption de l'administration, les coupures d'électricité et l'échec des offensives militaires contre les membres de la coordination de la guérilla sont, outre l'affaiblissement de l'image de marque du gouvernement, autant d'arguments propres à élargir l'espace politique de la guérilla.

D'autres observateurs estiment que le fait d'avoir maintenu ouverte la perspective des négociations ne pouvait qu'être bénéfique à la recherche de la paix, étant donné que la coordination de la guérilla n'a pas l'intention de gérer elle-même ses possibilités d'intégration à la vie civile grâce à des bourses, des prêts ou des postes.

Le Père Nel Beltrán, médiateur de l'Eglise pour la troisième séance de négociations, avait déclaré quelques jours auparavant la convenance qu'il y avait à suspendre les pourparlers entre les parties. Il justifiait ce point de vue en expliquant que cela permettrait à la coordination de la guérilla de régler ses problèmes internes et de mieux élaborer ses propositions futures, et au gouvernement d'affirmer ses positions en matière économique et politique.

En fonction de tous ces éléments, une partie de l'opinion publique pense que cet ajournement permettra aux deux parties de procéder à une évaluation de leurs propositions et à mieux les préciser. Mais une autre partie de l'opinion s'attend à une relance de l'affrontement armé et de la polarisation des points de vue opposés.

(Source: *Actualidad Colombiana*, 30 avril-13 mai 1992)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F  
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441